

Concertations nationales: «Les guinéens attendent et retiennent leur souffle» selon Bah Oury

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



Tweet

Dans un tweet, Bah Oury, président de l'UDRG (Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée) se prononce sur le déroulement des concertations nationales organisées par le Conseil National du Redressement pour la Développement (CNRD).

Les concertations entre les nouvelles autorités guinéennes et les forces vives révèlent l'ampleur des pressantes attentes dans le domaine social. En effet la demande sociale longtemps étouffée s'expriment à travers différentes contributions écrites. Que faut-il faire ou proposer?

Bah Oury sur [Twitter](#)



Bah Oury
@bahourykigna



Il faut se garder de tenir des promesses sans une réelle capacité de les honorer. Aussi, il est nécessaire de hiérarchiser les problèmes sociaux qui affectent la population, d'en faire l'inventaire pour élaborer en relation des partenaires bi & multilatéraux un programme d'urgence

11:15 AM · 23 sept. 2021 · Twitter for Android

Le CNRD tirailé entre plusieurs sollicitations doit fixer le cap pour se libérer et éviter d'être la proie des jeux classiques de positionnement et de restauration des privilèges d'hier. Les guinéens attendent et retiennent leur souffle. Il faut se hâter sans aucune précipitation.

En politique, la période de grâce n'est jamais longue, car les impatiences peuvent être légitimes. Frappé par les répressions, les épidémies et la mauvaise gouvernance économique et sociale les guinéens sont fatigués et sont dans une profonde précarité. Il ne faut pas l'oublier !

[@bahourykigna](#) sur [Twitter](#)

SCAN : les réactions de

quelques acteurs politiques après la chute de Alpha Condé

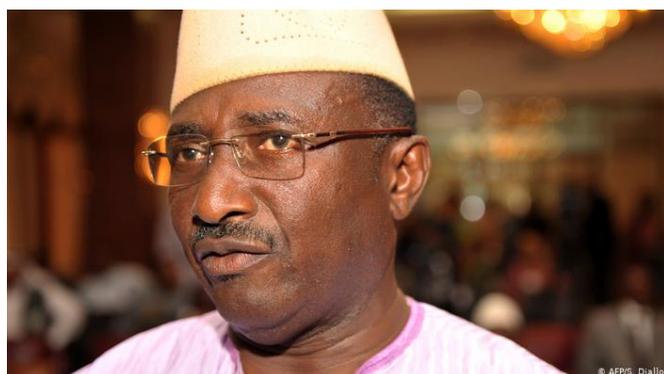
écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



SCAN

Sidya Touré, Président de l'UFR

« Je ne vois pas pourquoi je vais bouder mon plaisir pour cela. Alpha était devenu un problème pour la Guinée. La paupérisation avait vraiment gangréné le pays, les guinéens étaient exténués, fatigués et dans la misère absolue. Et c'était quelque chose qui est intolérable pour un pays où il y a un potentiel énorme. »



La source [ici](#)

« Je peux dire « *franchement pas* ». Simplement, nous l'espérons tellement qu'on se disait que cela n'arriverait jamais. Mais les conditions étaient réunies pour que quelque chose comme ça se passe en Guinée. Avec la mauvaise gouvernance qu'on a eue, la déliquescence des institutions, la division qu'il a instaurée au sein des Guinéens, je pense que

tout était prêt pour que l'on se retrouve dans une situation comme celle-là. Nous le regrettons, nous qui l'avons bien connu, on estimait qu'à un moment donné, à la fin de ces 10-11 ans, il aurait vraiment pris conscience de la situation dans laquelle il avait plongé le pays. Mais apparemment, non. Et il était aidé en cela par quelques journalistes alimentaires, dès fois même venus d'Occident. »

La source [ici](#)

Bah Oury, Président de l'UDRG, Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée



« L'irruption des militaires du CNRD sur la scène politique, junte qui a renversé le régime du Président Alpha Condé était prévisible. Dans son obstination à obtenir un 3^{ème} mandat anti-constitutionnel M. Alpha Condé a suscité une accumulation de crises en Guinée. »

La source [ici](#)

« Ce qui s'est passé le 5 septembre, je ne dirai pas que c'est un putsch. Pour moi, c'est une rectification constitutionnelle. Le coup d'Etat a été organisé en 2020, quand le régime d'Alpha Condé a, de manière cavalière, procédé à un changement constitutionnel pour se maintenir au pouvoir. »

La source [ici](#)

Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG et L'ANAD



« Je suis soulagé et un peu inquiet. Soulagé parce que, vraiment, l'armée nous a débarrassés d'une dictature. Alpha Condé s'est emparé du pouvoir en modifiant la Constitution et en violant donc son serment. Ensuite, c'est un hold-up électoral qu'il a opéré le 18 octobre 2020. Si bien qu'il n'y avait plus d'issue. [] Ensuite, je suis inquiet parce que, d'habitude, lorsque les militaires viennent au pouvoir, souvent ils restent plus longtemps que prévu. [] »

La source [ici](#)

« L'ANAD prend acte de la déclaration de prise de pouvoir du CNRD. [] les motifs qui fondent son action salvatrice et leur finalité se confondent avec les aspirations de l'ANAD que sont le rassemblement de notre nation, la refondation de notre État, la lutte contre la corruption et l'impunité. C'est pourquoi le CNRD peut compter sur le soutien de l'ANAD dans l'effort qui vise à construire une démocratie apaisée dans notre pays ».

La source [ici](#)

RPG-ARC-EN-CIEL, parti de l'ex président Alpha Condé



« Le RPG-ARC-EN-CIEL et ses Alliés de la CODEC, ont suivi de très près les événements de dimanche 5 septembre 2021 qui ont débouché sur l'avènement de nouvelles autorités à la tête du pays. Le RPG-ARC-EN-CIEL et ses Alliés de la CODEC, prennent acte de la situation de fait accompli. »

La source [ici](#)

Mouctar Diallo et Aboubacar Sylla, la lourde croix de l'allégeance

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021





1 Mouctar Diallo et Aboubacar Sylla, la lourde croix de l'allégeance

Le premier est président du NFD (ex parti d'opposition), le second est président de l'UFC (ex parti d'opposition), tous ministres. Les deux ont cette particularité connue de tous les guinéens : dans un passé récent, ils qualifiaient le même Alpha Condé de dictateurs, responsables de toutes les tueries lors des manifestations de l'opposition. Aujourd'hui, les deux ne cessent de prouver à leur nouveau maître leur loyauté opportuniste. Pour cela, ils n'hésitent pas à brandir des pancartes, jouer au porte-parole, lire des discours pour la circonstance, vilipender leurs anciens collaborateurs de l'opposition. Ils sont prêts à toutes les formes de bassesse pour réussir leur adoption au sein de la mouvance présidentielle. Aujourd'hui, ils symbolisent le politiquement détestable pour des millions de guinéens.

2 Alpha Condé, la malheureuse carrière d'autocrate à 82 ans

Désigné candidat du RPG pour un troisième mandat présidentiel lors du congrès du parti tenu à Conakry ce jeudi 6 octobre 2020, Alpha Condé hésite à faire le saut dans l'inconnu. À 82 ans, l'ex prisonnier politique compte entamer une carrière d'autocrate. Quelle triste trajectoire d'un homme politique africain qui a été longtemps perçu comme une alternative crédible pour l'instauration de la démocratie en Guinée. À 82 ans, il n'aura ni le temps ni les moyens ni la légitimité pour diriger un pays qu'il a contribué à affaiblir sur tous les plans.



1 Bah Oury, après la parenthèse « incompréhensible », le retour du combattant

Le comeback réussi de l'opposant Bah Oury. Les guinéens reconnaissent l'homme de tous les combats. Après la courte période d'égarement conjoncturel lié à un contexte difficile d'exil et de retour négocié, le leader du nouveau parti UDRG redevient aux yeux de certains comme une valeur sûre de l'opposition politique en Guinée. Il est sur tous les fronts pour dénoncer le projet de 3^{ème} mandat pour Alpha Condé.

2 Les manifestants de Kankan, le réveil des hypnotisés

Les manifestations de ces derniers temps pour réclamer l'électrification de Kankan et la réaction de panique des autorités nationales témoignent l'importance d'opérer une mutation intelligente des revendications pour une mobilisation générale des populations guinéennes. Les jeunes de Kankan ont donné le signal. Les mensonges, les manipulations, les fausses promesses doivent être dénoncés.

SCAN: «Alpha Condé, c'est un va-t-en-guerre.» Ousmane Gaoual Diallo

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



SCAN POLITIQUE [des paroles et des écrits]

Ousmane Gaoual Diallo, coordinateur de la cellule de communication de l'UFDG (26 mai 2020)



« Alpha Condé n'est pas prêt à changer. Il appartient à chaque guinéen de prendre conscience de cela et de s'armer de courage pour pouvoir affronter cette volonté machiavélique qui consiste à profiter de cette pandémie pour pouvoir dérouler tranquillement son coup d'Etat constitutionnel. [] Alpha Condé, c'est un va-t-en-guerre. C'est quelqu'un qu'il faut combattre avec détermination et résilience »

La source [ici](#)

Maître Mohamed Traoré, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats (26 mai 2020)



« On a reproché au CNT de s'être substitué au peuple, de s'être attribué la souveraineté populaire en adoptant en lieu et place du peuple, un texte qui ne lui a pas été soumis. Mais ce qu'ont fait certains est encore plus grave. Ils ont substitué leur volonté à celle du peuple préalablement exprimée. Autrement dit, si les membres du CNT n'ont pas soumis la constitution de 2010 à l'approbation du peuple, les autres ont tout simplement travesti la volonté du peuple. »

La source [ici](#)

Bah Oury, opposant guinéen et ancien ministre (25 mai 2020)



« La Guinée ne doit pas s'engager dans la logique d'une Haïti en Afrique. C'est la raison pour laquelle il faut rester ferme; il ne faut pas accepter d'abdiquer devant la violation de la constitution et devant la mise en œuvre d'un fichier électoral totalement corrompu qui ne pourra que générer, discrimination, violence et instabilité. »

La source [ici](#)

Législatives et référendum, le couplage dénoncé « Cette décision est lourde de conséquences politiques et économiques » réagit Bah Oury

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



Ce mardi 4 février 2020, Alpha Condé, dans un décret, annonce que le scrutin législatif du 1er mars serait couplé à un référendum constitutionnel.

Sur son compte Twitter, [Bah Oury](#), président de l'UDD réagit à cette annonce.

« Les guinéens se réveillent inquiets pour l'avenir suite à la décision de M. Alpha Condé de fixer au 1er mars la date du référendum pour " l'adoption d'une nouvelle constitution " afin de briguer un 3ème mandat. Cette décision est lourde de conséquences politiques et économiques.

Cette fuite

en avant est perçue comme l'expression du mépris à l'égard de la population.

Les chefs religieux du pays se voient ouvertement humiliés par le rejet de leur

tentative de médiation. La demande du clergé catholique de respecter la constitution est ignorée.

La récente

tournée de membres du gouvernement au Fouta a permis aux notables de la région

d'exprimer leurs inquiétudes et leurs frustrations suite à une militarisation

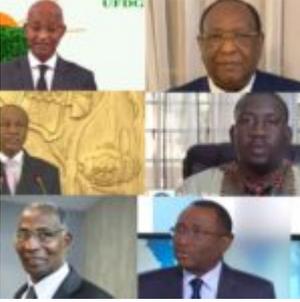
rampante de cette partie du territoire national. Les guinéens sont inquiets et

craignent le pire pour leur pays.

Quelle est cette fatalité qui empêche les exécutifs guinéens de faire preuve de raison et de responsabilité pour promouvoir la bonne gouvernance en favorisant le respect des droits, en honorant leurs engagements et en aimant leur pays et son peuple. Bref ils ont manqué de vertu! »

Les vœux du nouvel an de la classe politique : les extraits de Guinée Politique

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



Cellou Dalein Diallo, Lansana Kouyaté, Sidya Touré, Bah Oury, Alpha Condé, Aliou Bah, quelques acteurs politiques guinéens se sont prêtés à l'exercice des traditionnels vœux de nouvel an. La rédaction de Guinée Politique vous propose quelques extraits.

Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG (parti d'opposition) dresse un bilan sombre du régime d'Alpha Condé

L'intégralité [ici](#)

Lansana Kouyaté, président de PEDN (parti d'opposition) pour un message d'espoir présente quelques axes de son programme

L'intégralité [ici](#)

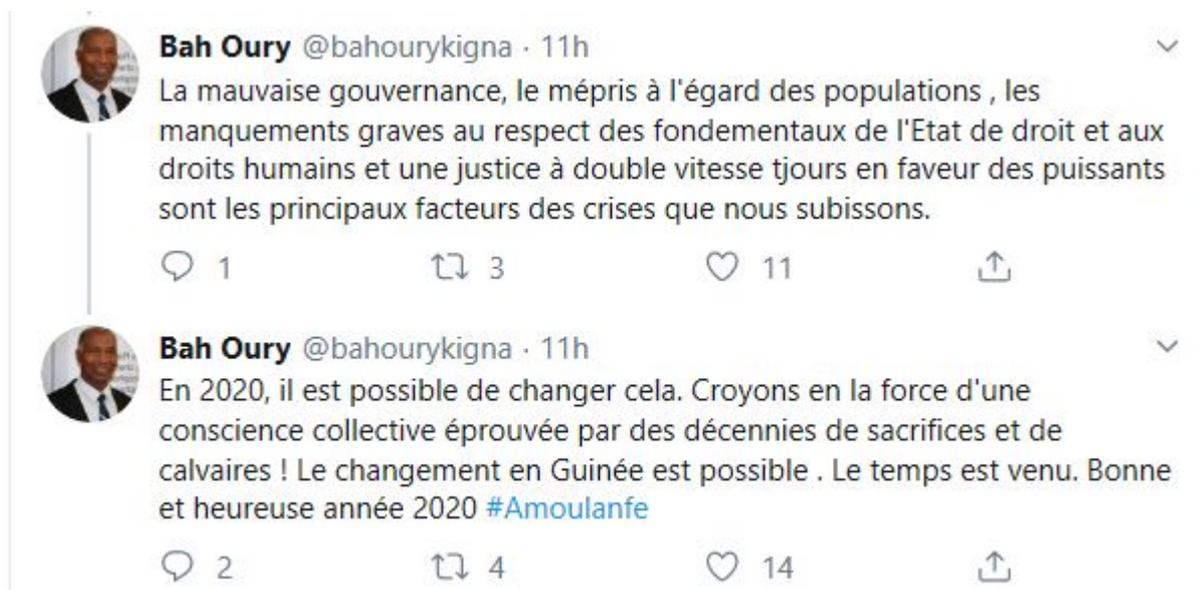
Alpha Condé (président de la République) parle des législatives de février 2020 et le projet de nouvelle constitution

L'intégralité [ici](#)

Aliou Bah, président du MODEL (parti d'opposition) parle de la nécessité d'une refonte de l'espace politique et d'une alternance en 2020

L'intégralité [ici](#)

Bah Oury, président de l'UDD (parti d'opposition) dénonce la mauvaise gouvernance et formule des vœux d'espoir



Le lien [ici](#)

Sidya Touré, président de l'UFR (parti d'opposition) parle de tourner la page



Le lien [ici](#)

SCAN : « Les guinéens sont en train de mourir partout alors que nous sommes l'un des pays

Les plus riches d'Afrique» Sidya Touré

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



Bah Oury, président de l'UDD (Décembre 2019, à l'occasion d'une marche du FNDC)

« Il ne peut pas y avoir du Koudéisme encore en Guinée. Nous avons vu les effets du Koudéisme entre 2000 et 2010. On ne peut pas répéter à chaque fois nos fautes antérieures »

« Le président Alpha Condé doit entendre la voix du peuple qui lui dit 'abandonne le projet de nouvelle constitution, organise correctement les élections législatives et présidentielles et tu sortiras par la grande porte et tu auras une sortie honorable. »

[La source ici](#)

« La CENI ne peut pas se permettre de dire qu'en 25 jours, elle peut enrôler tout le monde alors qu'il y a des risques, il y a du matériel qui manque un peu partout, comme s'ils font exprès, il y a des délais qui ne sont pas respectés du tout.

Donc il y a une volonté manifeste de ne pas favoriser l'enrôlement de toute la population électorale guinéenne. »

[La source ici](#)



Abdourahmane Sanoh, coordinateur national du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) (Décembre 2019, à l'occasion d'une marche du FNDC)

« Le pouvoir qu'il a, lui a été confié par le peuple. Le 20 décembre 2020 le peuple va retirer son pouvoir et le remettre à quelqu'un d'autre. Qu'il le veuille ou pas »

[La source ici](#)

« Nous allons mettre fin à cette volonté de tripatouiller notre constitution. Nous allons transformer leur rêve en cauchemar. »

[La source ici](#)



Sidya Touré, président de l'UFR

« Les guinéens sont en train de mourir partout alors que nous sommes l'un des pays les plus riches d'Afrique. Mais cette richesse est pillée par le pouvoir. Il faut qu'on change de régime. Il faut laisser la place à un autre qui va nous proposer une autre solution. »

[La source ici](#)



Nicéphore Soglo, ancien président du Bénin (Décembre 2019, en visite en Guinée dans le cadre d'une mission de bons offices du National democratic institute)

« Si on veut que le train qui a démarré et que la locomotive c'est le Nigéria, il faut que des wagons se mettent en place. Nous sommes venus pour voir dans quel état se trouve le wagon de la Guinée. Dans une famille, ceux qui sont les membres, s'il y a quelque chose, ce sont eux qui viennent. C'est pourquoi nous sommes venus pour que la paix règne en Guinée. Nous voulons que ce pays continue d'aller de l'avant avec toutes ses immenses richesses. »

[La source ici](#)



Elie Kamano, artiste reggaeman et président du parti Nouvelle Guinée Possible (Décembre 2019)

« On n'a pas besoin de ces élections législatives, parce que le futur Président de la République de Guinée, aura besoin

d'une légitimité parlementaire et organisera les élections législatives »

[La source ici](#)



Déclaration des femmes lors d'une marche contre les tueries et l'impunité en Guinée (Décembre 2019)

« Nous ne voulons pas nous livrer à un décompte macabre mais nous avons le devoir d'informer l'opinion nationale et internationale que le chiffre 127 morts est atteint depuis la semaine dernière. Cela ne laisse pas une femme tranquille. Nous ne sommes pas loin des 157 guinéens massacrés au stade du 28 septembre 2009... Nous femmes de Guinée, nous réitérons notre exigence pour la mise en place de la commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur les cas des 127 morts complètement identifiés »

[La source ici](#)



Gabriel Curtis, ministre en charge des investissements et des partenariats public-privé (Décembre 2019, à l'occasion de la journée internationale anti-corruption)

« En Guinée, la corruption est encore persistante. Selon les rapports 2011

et 2017 de l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLCL), le volume des pots de vin en Guinée avoisine en moyenne 600 milliards de francs guinéens chaque année. La même source indique que les opérateurs économiques déclarent avoir payé près de 500 milliards de francs guinéens par an en paiement non officiel et 75% des entreprises affirment faire des cadeaux pour obtenir des contrats »

[La source ici](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « Nous devons aller jusqu'à la victoire finale. Ça doit être clair dans l'esprit de tout le monde »
Abdouramane Sanoh

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



Abdouramane Sanoh, coordinateur du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) (Décembre 2019)

« [] ne pas aller jusqu'au bout de la victoire finale serait trahir la mémoire de tous ceux qui sont tombés... Nous devons aller jusqu'à la victoire finale. Ça doit être clair dans l'esprit de tout le monde. Il faut que ce rêve dangereux, satanique soit transformé et cauchemar pour ceux qui sont en train de le faire »

[La source ici](#)



Bah Oury, président de l'UDD (Décembre 2019)

«Recenser l'ensemble de la population en Guinée en seulement 25 jours, alors que la loi prévoit que cela doit prendre trois mois. Et comme vous le savez, plusieurs années se sont écoulées sans qu'il y ait la révision du fichier électoral, donc fixer 25 jours pour un recensement, ça c'est faire preuve d'incapacité et cela risque d'empêcher la possibilité d'avoir

un fichier conséquent [] »

[La source ici](#)



Etienne Soropogui, président du mouvement politique Nos valeurs communes (Décembre 2019)

« Sous Alpha Condé, il faut arrêter toute élection. Il faut qu'il parte pour que nous puissions nous résoudre à aller vers des élections. Il a une main mise assez importante sur la CENI et les ressources qui lui sont allouées »

[La source ici](#)



Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG, à l'inhumation des victimes des marches contre le 3^e mandat (Décembre 2019)

« Je suis indigné de constater que les autorités guinéennes aient estimé que ces guinéens n'ont pas le droit d'être à la grande mosquée pour qu'on prie sur leurs corps, alors que c'est là-bas où il y a une grande place. Je suis aussi surpris de constater que ces victimes n'auront jamais droit à la justice.

[La source ici](#)

« Nous sommes maintenant à 128 inhumations au cimetière de Bambeto. Toutes les victimes sont des jeunes à la fleur de l'âge »

[La source ici](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

**SCAN : « si l'opposition va aux législatives en février, ça sera seulement pour accompagner Alpha Condé »
Aliou Barry**

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021





Aliou Barry, chercheur en géopolitique et consultant sur les questions de paix, de sécurité et de défense (Décembre 2019, Lynx fm)

« On n'a pas achevé le processus des élections communales. Curieusement, tout le monde parle de législatives, alors qu'on n'a pas installé les chefs de quartier qui sont les croix essentielles pour un hold-up électoral. [] Partout où il y a un fort électoral de l'opposition, il n'y a pas de récépissé, les machines sont en panne. Donc, si l'opposition va aux législatives en février, ça sera seulement pour accompagner Alpha Condé »

[Lire la source](#)



Bah Oury, président de l'UDD (Décembre 2019)

« Nous souhaitons que le Président Alpha Condé soit également à l'écoute de son peuple. Et son peuple lui demande de renoncer à ce changement constitutionnel qui ne pourra rien apporter de bon au pays, ni à lui même, ni

au RPG (...) »

[Lire la source](#)



Sidya Touré, président de l'UFR (Novembre 2019)

« Les anciens du RPG qui se sont battus pendant 20 ans sont dans la misère. Même une vieille maison ils n'en ont pas. Ce sont ces opportunistes qui font la campagne d'une présidence à vie ou de changement de constitution qui sont en train de s'enrichir »

[Lire la source](#)



Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG (Novembre 2019)

« Cette révision se fait dans des conditions chaotiques parce qu'il n'y a aucune organisation. Il y a un sabotage par l'institution chargée d'organiser les élections, la CENI et le gouvernement de la République qui devait veiller à ce que tous les guinéens puissent s'enrôler et voter.

Mais, malheureusement, nous constatons qu'il y a une sainte pagaille partout dans le pays. On empêche les gens de s'enrôler dans les fiefs de l'opposition en disant qu'il n'y a pas de consommables, il n'y a pas de

récépissés, la machine est en panne, l'agent est malade »

[Lire la source](#)



Aliou Bah, président du Model (Novembre 2019)

Sur la révision du fichier électoral : « un échec, une catastrophe parce que la loi a été d'abord violée. Au lieu de trois mois prévus par la loi en termes de révision ordinaire, la CENI a imposé un calendrier de révision extraordinaire de 25 jours »

[Lire la source](#)



Alpha Condé, président guinéen (Novembre 2019)

« L'avenir de la Guinée se décide en Guinée et ça sera fait par le peuple de Guinée ; comme nous l'avons fait en 1958. N'ayons peur de rien sauf Dieu, car unis, nous sommes capables d'aller loin »

[Lire la source](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN vidéo : Paroles d'acteurs politiques [Dalein, Sidya, Bah Oury]

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



“Les paroles s’envolent, les écrits restent” [Pas vraiment]

Archiver la parole publique, Guinée Politique suit les acteurs politiques guinéens.

Cellou Dalein Diallo, président de l’UFDG, entretien à Dakar avec Senflash7, novembre 2019. Source vidéo : [Seneflash7](#)



Cellou Dalein Diallo

Sidya Touré, président de l’UFR, plénière du FNDC le 18 novembre 2019. Source vidéo : [Fodé Baldé](#)



Sidya Touré

Bah Oury président de l'UDD, invité de TFM (Télévision sénégalaise) en novembre 2019. Source vidéo : [ici](#)



Bah Oury

Une revue hebdomadaire de **Sékou Chérif Diallo**

SCAN : « Nous sommes gênés d'être gérés depuis 9 ans par une constitution qui n'a aucune forme de légitimité [] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021





Aboubacar Sylla, président de l'Union des forces du changement (UFC), ministre des Transports (septembre 2019)

« Nous sommes gênés d'être gérés depuis 9 ans par une constitution qui n'a aucune forme de légitimité, qui n'est pas l'émanation du peuple de Guinée »

« Il est donc important que ces personnes se mettent d'accord sur les principes, sur les règles, sur les institutions qui les gèrent. Ce qui n'est pas le cas pour la constitution actuelle »

« il faut donc la remettre à jour. C'est ça l'exercice que nous avons proposé au premier ministre et à son équipe. Il s'agit de changer de constitution pour prendre un nouveau départ. »

Lire la source [Ledjely](#)



Bah Oury, président de l'Union pour le Développement et la Démocratie (UDD) (septembre 2019)

« Il est de notre responsabilité de faire en sorte que ceux qui détiennent une parcelle d'autorité n'outrepassent pas leurs prérogatives jusqu'à mettre en danger la sécurité des

citoyens. Malheureusement, cette mentalité est présente dans les esprits des dirigeants de toutes tendances (...). Avant le massacre du 28 septembre 2009, il y avait un autre aussi mémorable, celui de 22 janvier 2007 »

Lire la source [Guineenews](#)



Mamadou Lamine Fofana, ministre de la justice (septembre 2019)

Sur les conditions pour la tenue du procès du massacre du 28 septembre 2009, 10 ans.

« C'est la réalisation du lieu de la tenue du procès. Et je vous ai rappelé que les salles d'audience de Conakry ne permettent pas la tenue de ce procès. A plus forte raison, si on envoyait ailleurs. Donc il va falloir mettre en place une salle d'audience digne de ce nom, qui va abriter ce procès. La deuxième condition, je vous ai dit que c'est la préparation psychotechnique du personnel judiciaire, pas des magistrats seulement, mais de l'ensemble du personnel qui seront chargés de conduire ce procès. Ils sont nombreux, il y a les magistrats, les greffiers, les huissiers, le personnel de sécurité, la communication. Il faut prendre compte de tout cela. Tout cela va être évalué, budgétisé ».

Lire la source [Mediaguinee](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « Il est moralement, politiquement et juridiquement indéfendable de permettre au chef de l'Etat de s'octroyer un troisième mandat [] » Khalifa Gassama Diaby

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021

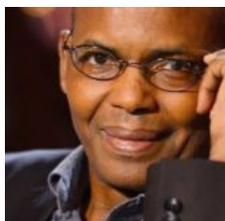


Khalifa Gassama Diaby, ancien ministre de l'Unité nationale et de la Citoyenneté, dans l'émission Grandes Gueules d'Espace fm (septembre 2019)

« Il est moralement, politiquement et juridiquement indéfendable de permettre au chef de l'Etat de s'octroyer un troisième mandat ou un premier mandat d'une nouvelle république »

« Accepter cette idée de troisième mandat ou de modification constitutionnelle, c'est tuer l'espérance démocratique dans notre pays ».

[Lire la source Ledjely](#)



Tierno Monémbo, dans une chronique intitulée « Mugabe, Sékou Touré, le FLN et les autres » (septembre 2019)

« Évidemment, il y aura toujours des ethnologues, des sociologues – pourquoi pas des tératologues ? – pour justifier la barbarie et défendre l'indéfendable. Normal, ce sont des intellectuels, donc des individus dont la démagogie est la raison de vivre. Et qu'est-ce qui est plus démagogue qu'un intellectuel ? Un intellectuel africain ! OK, ces héros aux mains tachées de sang ont brillamment libéré leurs peuples du joug colonial. OK, ce sont eux et personne d'autre qui nous ont rendu notre fierté d'Africains ! Cela ne fait pas d'eux les propriétaires de notre sol et de notre sous-sol, de notre mémoire et de notre âme ».

[Lire la source Lepoint](#)



Bah Oury, ancien ministre, président de l'Union pour la Démocratie et le Développement (UDD), après l'audience avec le premier ministre Kassory Fofana (septembre 2019)

« Aujourd'hui, il serait contreproductif pour nos intérêts nationaux d'aller dans le sens d'une modification ou d'un changement constitutionnel... Nous souhaitons que le Président Alpha Condé aille dans le sens de la nécessité pour permettre à la Guinée d'avoir une alternance démocratique apaisée, réconciliatrice, qui permettrait à la Guinée d'être sur les rails de la démocratie ».

[Lire la source Guineenews](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Une nouvelle constitution : des risques et des menaces pour la stabilité de la Guinée (Par Bah Oury)

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



Dans un mémo relatif à son entretien avec le premier ministre Kassory Fofana, publié sur son [site Internet](#), **Bah Oury, ancien ministre, Président de l'Union pour la Démocratie et le Développement (UDD)**, souligne que « le projet de changement constitutionnel dans les circonstances actuelles s'avère périlleux pour la stabilité institutionnelle de notre pays »

Extrait

« [] Une nouvelle constitution : des risques et des menaces pour la stabilité de la Guinée

Une nouvelle constitution c'est-à-dire une « autre République » qui aurait pour conséquence de contourner ou rendre caduc les « intangibilités » n'est pas envisageable, car, contraire aux dispositions constitutionnelles en vigueur. Persister dans la voie pour « une nouvelle constitution » reviendrait à l'abolition de l'actuelle République pour une autre. Ce serait anticonstitutionnel. Cette possibilité ouvrirait des risques sérieux pour la paix civile et détériorerait inmanquablement la stabilité et la cohésion nationales. Les répercussions de ce choix bouleverseraient nos relations avec nos voisins de l'espace CEDEAO, et entraveraient durablement nos relations de coopérations avec nos partenaires stratégiques comme l'Union Européenne y compris la France d'une part et les Etats-Unis d'Amérique d'autre part.

La charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance ratifiée par notre pays en son article 23 stipule : « Les Etats parties conviennent que l'utilisation entre autres, des moyens ci-après pour accéder ou se maintenir au pouvoir constitue un changement anticonstitutionnel de

gouvernement et est passible de sanctions appropriés de la part de l'Union Africaine : les putsch, les interventions de mercenaires et les interventions de groupes dissidents ou rebelles pour renverser un gouvernement démocratiquement élu ainsi que tout refus par un gouvernement en place de remettre le pouvoir au parti ou au candidat vainqueur à l'issue d'élections libres, justes et régulières ».

Il en est de même pour « tout amendement ou toute révision des constitutions ou des instruments juridiques qui porte atteinte aux principes de l'alternance démocratique ». Dans ce cas de figure le Conseil de Paix et de Sécurité peut prendre la décision de suspendre les droits de participation de l'Etat partie concerné aux activités de l'Union Africaine en vertu des articles 30 de l'acte constitutif et 7 (g) du protocole. Le Conseil de Paix et de Sécurité a même prévu des sanctions individuelles pour les promoteurs des faits relatés dans l'article 23.

Monsieur le Premier Ministre

Comme vous le savez sans doute, le projet de changement constitutionnel dans les circonstances actuelles s'avère périlleux pour la stabilité institutionnelle de notre pays. Coincée entre des pays convalescents suite aux guerres civiles qui les ont déchirés comme la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Sierra-Léone et adossée à l'Est sur des pays épacentres du terrorisme au Sahel et à des tueries intercommunautaires, la Guinée est un verrou pour conforter une paix relative dans la sous-région.

Il est par conséquent primordial de veiller à surseoir à toute initiative qui pourrait mettre en danger notre pays. Les périls sont grands []».

[Lire l'intégralité du mémo](#)

SCAN : « L'UFC soutient [...] l'Opposition Républicaine ne peut garantir ni l'ancrage démocratique, ni .. »

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



Union des Forces du Changement (UFC) se retire du forum de partis politiques d'opposition dénommé (opposition républicaine) – le 16 décembre 2017



« L'UFC soutient qu'en l'état actuel et en raison du manque total de stratégies sérieuses en son sein et à la hauteur des enjeux existants, l'Opposition Républicaine ne peut garantir ni l'ancrage démocratique, ni l'alternance politique tels que souhaités par l'ensemble des populations et pour lesquels, elles ont consenti de multiples et énormes sacrifices »

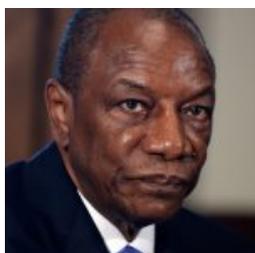
[Lire la source](#)

Alpha Condé, président de la Guinée – le 18 décembre 2017



« J'ai dit que j'ai pris la Guinée là où le président Sékou l'a laissée. C'est-à-dire que Sékou Touré a donné à la Guinée son indépendance politique. Donc, il faut le signaler qu'il a eu l'audace de dire Non en 1958 à la France. Malgré ses ambitions, il n'a pas pu donner l'indépendance économique à la Guinée » [...] « Moi, mon rôle, c'est de donner l'indépendance économique à la Guinée »

[Lire la source](#)



En marge du lancement des activités du Forum Guinée Business, plateforme regroupant le secteur privé et la société civile.

« Il y a beaucoup d'entreprises irrégulières dans la pêche, dans beaucoup de secteurs, et qui sont une mauvaise image de la Guinée. On doit les fermer. Je l'ai dit aux hommes d'affaires : ce n'est pas la peine de m'appeler. Si les services contre la répression ferment des usines, et ils vont fermer beaucoup, ce n'est pas la peine de m'appeler. Toutes celles qui sont dans l'irrégularité, on va les fermer. Et on va assainir la situation. Nous avons un casino qui est en train d'être géré par un bandit. Alors, soyez moins complices, s'il vous plaît de vos partenaires. Si nous voulons assainir,

on doit assainir totalement. Le gouvernement est décidé à assainir, décidé à lutter contre l'impunité et contre le grand banditisme. Nous n'aurons pas d'état d'âme. Il faut que cela soit clair. La Guinée mérite d'aller plus loin ».

[Lire la source](#)

Amadou Salif KEBE, le Président de la CENI

Lors d'une conférence de presse le mercredi 06 décembre 2017 sur les préparatifs des élections communales prévues le 04 février 2018.



« A l'occasion d'une loi rectificative, il nous a été alloué 315 milliards de francs guinéens par l'Assemblée nationale. Sur la base de 115 milliards que l'Etat avait mis à notre disposition. Nous avons évolué en exécutant une bonne partie de nos activités. Mais, le gouvernement a pris, à travers le ministère des Finances et du Budget, un arrêté pour dire que le reste du montant va être puisé dans les dépenses communes de l'Etat. Les 210 milliards ont été mis sur les comptes de l'Etat au compte du Trésor public pour que, quand la CENI aura besoin de ses montants, qu'ils soient mis à sa disposition ; et, c'est ce qui est en train d'être fait. Au niveau de la CENI, on n'a pas eu des inquiétudes pour financer les élections parce que des engagements ont été pris par l'Etat guinéen et ils sont en train de les réaliser. Donc, aujourd'hui, sur ce qu'on a prévu, ce qui est mis à disposition, nous sommes à moins de 30 milliards du reste. Et, les 210 milliards vont nous mener jusqu'à la mi-janvier. La période de grosses dépenses, c'est maintenant »

[Lire la source](#)

Bah Oury, banquier et ancien Vice-président du parti d'opposition UFDG

Sur la Loi de finances 2018, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale dans son volet RTS (Retenue Taxes sur le Salaire)



«C'est une taxation imposée sur les salaires qui sont relativement élevés. Les fonctionnaires de la fonction publique, d'après la grille salariale, ne seront pas directement affectés, mais par contre, ceux du secteur privé, seront affectés par cette mesure»

«La question qui se pose, lorsqu'une loi est votée, il est difficile de la retirer. Il n'y a pas une seconde lecture dans notre pays qui aurait pu permettre d'amender certaines dispositions législatives qui sont prises. Ce qui est étonnant, ce sont tous les députés qui ont pris cette mesure sans se rendre compte qu'une bonne partie des salariés guinéens n'émargent pas au niveau de la fonction publique mais plutôt, dans le secteur privé»

[Lire la source](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [] je souhaite que la politique aille même dans les familles [] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 23 septembre 2021



Aboubacar Sylla, président de l'UFC et porte parole de l'opposition



« Je ne comprends pas pourquoi des leaders politiques sont opposés à ce que la politique aille dans les quartiers. En tant que leader politique, je souhaite que la politique aille même dans les familles, que la vision de la Guinée soit partagée par les membres de la famille ».

« Le vrai débat n'est pas de savoir comment on nomme ou élit les chefs de quartier et district. La question est de savoir si les quartiers et districts vont être transformés en véritables collectivités pour être dotés de programmes de développement des moyens et des compétences. Parce que pour le moment, ce n'est pas le cas. Les quartiers et districts ne sont que de simples entités administratives ». © [Vision Guinee](#)

Bah Oury, vice-président exclu de l'UFDG (parti d'opposition)



« Mouctar Diallo, le président des NFD a le droit de se porter candidat pour être le maire de Ratoma. C'est son droit le plus absolu et reconnu par le code électoral ». © [Vision Guinee](#)

Alpha Condé, président de la Guinée ✘

« Vous savez, en Guinée, notre passé est très lourd. Nous avons besoin de nous réconcilier. Avec l'opposition, nous nous sommes mis d'accord pour que la gestion du pays et les rapports politiques soient civilisés. Il est important aussi qu'on développe l'esprit civique. Parce que nous n'enseignons pas le civisme, il est important que l'esprit civique se développe pour qu'il y ait moins d'anarchie dans le pays et que les gens respectent la loi ». © [ledjely.com](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo